

AU BURKINA FASO

LES MARAÎCHERS DU BAM FACE AUX CONDITIONS D'INSÉCURITÉ

Entretien avec Mahamadi Badini et Mady Guira (Upcom) / Agathe Aguissou et Adeline Lhomme (Fert)



Mahamadi Badini



Mady Guira



Agathe Guissou



Adeline Lhomme

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie aux exactions terroristes. Cette insécurité a mené des milliers de Burkinabés, surtout dans les régions du Nord, du Centre Nord, du Sahel et de l'Est, à fuir leur région natale pour se réfugier dans les villes. Mahamadi Badini, secrétaire général de l'Union provinciale des sociétés coopératives maraîchères du Bam (Upcom) et Mady Guira, chargé de projet de l'Union témoignent de la situation aux côtés de leurs partenaires de Fert, Agathe Aguissou et Adeline Lhomme. Déplacements de population, abandon des cultures par les producteurs, absence des commerçants inter-régionaux sont autant de défis à relever pour faire perdurer les activités commerciales de l'Upcom.

Dans le cadre d'un projet porté par :



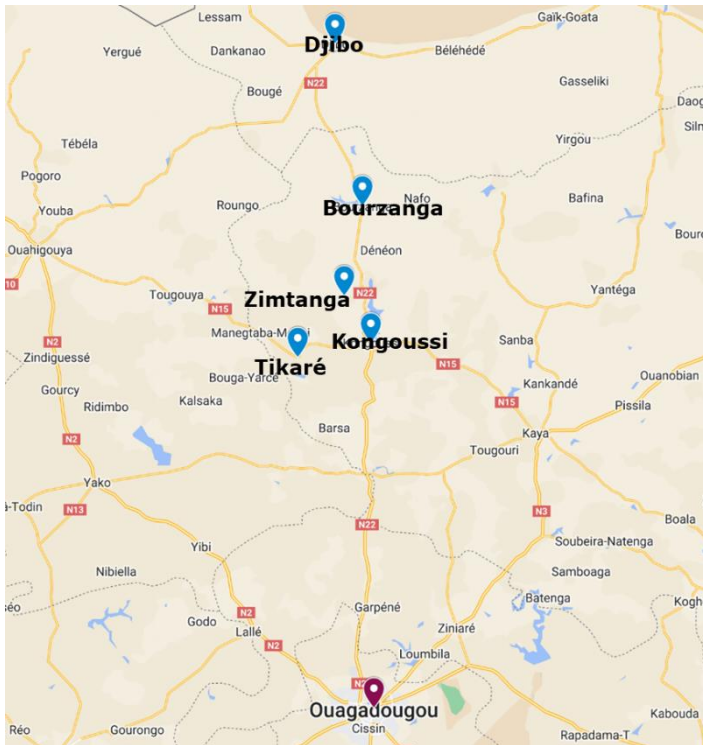
www.fert.fr



Union provinciale des sociétés coopératives
maraîchères du BAM

Quels sont les impacts de la crise sécuritaire pour la production maraîchère du Bam ?

Dans les quatre communes dans lesquelles nous intervenons (Kongoussi, Tikaré, Bourzanga et Zimtanga), les sites de production sont parfois inaccessibles car récupérés par les terroristes. Un mécanisme de veille est mis en place afin de pouvoir alerter à temps les producteurs. Une fois les terroristes partis, les producteurs récupèrent leurs terres.



Zones d'activités de l'Upcom © CFSI

La production est gravement affectée. Par exemple, les producteurs de Zimtanga qui sont souvent obligés de fuir, délaissent leurs champs de quelques jours à une semaine, le temps que les malfaiteurs s'en aillent. Cela pose des problèmes pour arroser les cultures, rendant alors les champs très secs, ce qui endommage les productions.

Certains producteurs ont développé une certaine résilience face au passage des groupes armés terroristes. De manière générale, ils parviennent tout de même à récolter. Souvent, ils envoient les femmes car, au début, elles n'étaient pas les cibles des djihadistes.

Les populations sont régulièrement obligées de se déplacer ?

Il y a toujours des déplacements massifs dans notre zone à cause d'incursions d'éléments djihadistes. La situation est très grave à Zimtanga, mais dans les autres localités, les tensions sont un peu moins fortes depuis 2019. Cependant, dernièrement, les tensions se sont renforcées sur l'axe Kongoussi-Djibo. La majorité des gens fuit pour Bourzanga car il y a une base militaire.

L'administration publique fonctionne-t-elle dans la province du Bam ?

À Zimtanga, les services de l'État ont fui depuis 2020. Il n'y a plus aucun agent technique car c'est très risqué. À Bourzanga, Kongoussi et Tikaré, ils sont encore là.

La zone du Bam a été très médiatisée. Les habitants de Ouagadougou sont terrorisés à l'idée de s'y rendre car la presse a tendance à empirer la situation. Cela donne un autre visage à notre province. Comme la zone est rouge, il est déconseillé de prendre la route seul, il vaut mieux se déplacer avec des sociétés de transport en commun. C'est pourquoi beaucoup de personnes ne viennent plus.

Dans le cadre du projet que nous menons avec Fert, tous les ateliers de regroupement ont lieu à Ouagadougou depuis 2019. Nos partenaires de Fert, basés à la capitale, n'ont plus l'autorisation de se rendre dans notre zone. Ceci ajoute des frais en plus au niveau du transport et du logement, coûts qui sont difficiles à assumer pour l'Upcom.

Dans ce contexte, comment l'Upcom poursuit-elle son travail ?

Ces deux dernières années nous n'avons pas pu mener d'activités à Zimtanga à cause de l'insécurité. Nous avons souvent recours à des animateurs endogènes pour l'appui-conseil dans les localités des trois autres communes. Ces animateurs prennent la relève lorsque nous ne pouvons intervenir. La situation est très tendue dans toute la zone car très récemment les terroristes sont entrés sur l'axe entre Kongoussi-Bourzanga. Il est conseillé désormais de ne pas prendre la route entre ces deux communes, à cause des enlèvements.

Cette situation d'insécurité perturbe fortement les activités de l'Union qui avait contracté un prêt auprès de la Délégation des caisses populaires du Nord d'une somme de 33 millions de FCFA pour l'approvisionnement en intrants au profit de ses membres à la base qui n'ont pas pu s'en servir à bon escient. La majorité des producteurs qui ont commencé la production étaient contraints à un moment donné de fuir à cause de la présence des groupes armés terroristes. Ils ont tout laissé, et la production est donc inachevée. Le crédit n'a donc pas pu être remboursé au niveau de la Caisse à temps. L'Upcom a dû mobiliser des ressources auprès de certains membres pour solder ce crédit. Mais jusqu'à présent, les producteurs qui doivent rembourser leur dette auprès de la faïtière ne l'ont pas encore fait.

Les activités commerciales envisagées par l'Upcom ont pu être développées ?

Pour la commercialisation de nos produits, l'État burkinabé, à travers la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER), nous a appuyés pour la construction d'un comptoir¹ principal à Kongoussi, et de deux secondaires à Bourzanga et Zimtanga mais l'insécurité a empêché la bonne réalisation de ces activités. Après avoir mis en place le comptoir de Kongoussi, les entrepreneurs n'ont finalement pas pu continuer la construction des autres comptoirs. Nous parvenons à maintenir des activités commerciales mais les développer reste un défi.

En outre, le comptoir principal est aujourd'hui occupé par les personnes déplacées internes (PDI) qui ont fui les exactions terroristes et qui n'ont pas encore d'abri. Les familles membres de l'Upcom ont dû réaliser des dépenses supplémentaires en prenant en charge ces PDI avant que les ONG ne prennent le relais. En raison de ces coûts additionnels, ces familles membres de l'Upcom sont devenues des familles vulnérables et ont vu leur taux de pauvreté augmenter ces deux dernières années.



Chargement d'oignons au comptoir de Kongoussi © Fert

¹ Lieu de vente rassemblant les différentes productions et facilitant l'approvisionnement et les échanges avec les commerçants

Quel impact au niveau des ventes d'oignons de l'Upcom ?

La commercialisation est mise à mal par l'éviction des commerçants potentiels qui venaient acheter les produits maraîchers dans la province. L'insécurité a réduit la présence des acheteurs et a rendu la commercialisation difficile.

Les commerçants étrangers, qui se composent pour la majorité de Ghanéens et d'Ivoiriens, ne viennent plus s'approvisionner dans notre région. Ils ont limité leur présence dans la région, car elle a été classée en zone rouge et en outre il y a eu plusieurs enlèvements, arrestations et exécutions par les terroristes. Ceci a contribué négativement à la bonne mise en place des activités du projet. Ces acheteurs ne vont plus à Zimtanga, ils se limitent à Kongoussi et parfois vont jusqu'à Bourzanga mais cela reste très rare. Avant, ils allaient dans toutes les localités.

Vous êtes-vous tournés vers les acheteurs nationaux ?

Les commerçants burkinabés n'achètent pas en quantité, et la plupart de ces acheteurs ne vont pas jusqu'à Bourzanga. Lorsqu'ils achètent, ils passent par des intermédiaires, et se concentrent sur la zone de Kongoussi.

80 % des productions que nous vendons sont destinées à la sous-région. Les acheteurs nationaux ne représentent que 20 %. En plus ces derniers ne viennent qu'à des moments où les prix sont relativement bas et ont une réputation de « mauvais payeurs ». Le marché est davantage favorable pour les producteurs lorsque les commerçants ghanéens viennent s'approvisionner dans notre région.

En raison de ces difficultés, l'Upcom a-t-elle revu sa stratégie de commercialisation ?

En 2020, l'Upcom avait réalisé une visite d'échanges et une prospection pour trouver d'autres acheteurs au niveau national. Nous avons trouvé des acheteurs intéressés mais à cause de l'insécurité, les nationaux aussi ont peur de venir dans notre zone pour acheter de l'oignon et autres produits maraîchers (tomates, carottes, etc.). Ces acheteurs ont préféré aller dans d'autres zones de maraîchage plus sécurisées.

Le terroriste a plusieurs visages, on ne sait pas qui est qui, ce qui cause une peur certaine parmi les commerçants. Au niveau des comptoirs de vente, des réflexions sont menées pour les dynamiser surtout à Kongoussi pour que les acheteurs, lorsqu'ils arrivent, puissent se limiter à cette ville pour charger leurs marchandises et repartir. La difficulté réside dans l'acheminement des productions des membres de l'Upcom qui sont dans les autres localités comme Zimtanga, où l'insécurité est plus forte.

Nous avons aussi organisé des rencontres avec les autorités de Kongoussi pour essayer de voir ce qu'il est possible de faire. Nous avons demandé davantage d'appui des autorités pour la promotion et la reprise des activités du comptoir principal de Kongoussi.

Les conditions sécuritaires ont-elles mené les producteurs à retourner à d'anciennes pratiques de commercialisation ?

Avant le projet, la commercialisation se faisait bord-champ. Les commerçants locaux se rendaient directement sur les sites de production pour acheter les différentes spéculations. Les ventes et négociations de prix se faisaient de manière individuelle. En outre, les commerçants fonctionnaient souvent avec de nombreux intermédiaires, ce qui grignotait la marge de vente des producteurs. Le projet visait donc à développer la commercialisation groupée pour négocier des contrats plus intéressants en direct avec les commerçants. Au début, les autorités ne nous ont pas beaucoup

soutenus. Nous avons alors organisé des rencontres pour tenter de les convaincre de l'intérêt de la démarche, et susciter leur implication dans le projet.

Aujourd'hui, comme il y a une baisse de la production dans le pays du fait de l'insécurité, et des changements climatiques, les prix ne chutent pas et les producteurs non membres de l'Union continuent à vendre bord-champ, étant donné, que certains comptoirs sont pratiquement à l'arrêt (Bourzanga et Zimtanga).



Récolte des champs-école à Bourzanga © Fert

Quels sont les impacts des changements climatiques ?

La crise climatique vient s'ajouter à la crise sécuritaire. La pluviométrie a été insuffisante cette année : le niveau d'eau n'a même pas atteint 50 % du niveau habituel pour cette campagne annoncée mauvaise. Le lac s'est tari vite ainsi que les deux barrages (Koulinière à Tikaré et Koumbango à Kongoussi) ce qui constitue un frein majeur pour les producteurs.

En outre, les retenues d'eau n'ont pas été suffisamment approvisionnées et il y a eu un ensablement des zones d'eau. Par conséquent, les producteurs ne pourront pas produire pendant toute la période sèche, réduisant alors les quantités mises en marché. Ceci va également avoir un impact sur la confiance avec les acheteurs qui viennent de loin. Cependant, une occasion est peut-être à saisir pour améliorer le prix à l'achat, vu que l'offre sera moins importante. La faible pluviométrie concerne l'ensemble du Burkina Faso.

Actuellement le prix de l'oignon est aux alentours de 35 000 FCFA/sac de 120 kg, ce qui est intéressant pour les producteurs d'oignons mais il faut aussi prendre en compte l'augmentation très importante du prix des intrants cette année. Ces 35 000 FCFA ne vont donc pas permettre un bénéfice énorme.

Face à ces difficultés, quelles sont les perspectives du projet mené par Fert et l'Upcom ?

En raison de la faible pluviométrie, les producteurs sont en train d'envisager d'autres spéculations que l'oignon. Vu la salinité et l'appauvrissement des sols dus à une utilisation répétée des parcelles pour la production d'oignons [culture hivernale et maraîchage de contre-saison sans mise en jachère], les rendements ne sont plus appréciés sur cette culture par rapport aux efforts fournis. Les producteurs se sont tournés vers la carotte, qui est achetée en grandes quantités par les Ghanéens car il y a beaucoup d'usines qui se sont développées autour de la carotte pour les cosmétiques (adouçissant, pommades etc.). Le marché de la carotte est porteur dans la zone de Kongoussi.

En outre, l'Upcom a toujours eu le souci de sensibiliser et former les producteurs sur des pratiques agroécologiques. La pression sur le foncier en raison des déplacements de population vers des zones plus sécurisées et les difficultés liées au changement climatique renforcent encore plus la nécessité d'adapter ces pratiques et l'importance de l'agroécologie dans ces zones afin de mieux gérer l'accès aux ressources.

Mais la plupart des producteurs ne sont pas propriétaires et ne sont pas assurés d'une année sur l'autre d'avoir la même parcelle pour cultiver. Quand les producteurs restaurent les terres avec le compost, le propriétaire peut reprendre la parcelle et donner une autre exploitation au producteur avec une terre appauvrie. Ceci freine beaucoup le développement de l'agroécologie.

Propos recueillis en avril 2022 et édités par Alice Moreau (CFSI)

Pour creuser le sujet :

- Entretien – Rokiatou Diallo Cissé & Aboubacar Sanogo, *Au Mali, conséquences de l'insécurité sur la filière lait local*, 2022
- Entretien – Ibrahim Sarr, *Reconquérir le marché des oignons à Kayes au Mali*, 2013

Cette initiative a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans le cadre du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) appel de 2019 (n°57).

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (abritée à la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Jafowa participe au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.

